

Hooggehooren Heer,

Terwijl jaren geleden herhaaldelyk is gebleken  
dat de Britsche Regering niet geneegen was tot het sluiten  
van een nieuw nullenueingeverdrag met de Nederlandsche  
mits dit verdrag ook op de koloniën kon betrekking hebben  
zijn wij thans in staat aan den wensch van Engeland te  
holdoen nu onze koloniale wetgeving met het oog daarop  
de noodige wijzigingen heeft ondergaan.

Daar het nieuwe Strafrechtboek echter nog  
hier in de koloniën is ingevoerd zal een gedeelte bepaling  
als art 17 inhoudt noodig zijn.

Ik verzoek mij dan ook Uwe heeren  
kennis te geven ten einde aan de Britsche Regering een  
voorstel te doen tot het sluiten van een nieuw nullen-  
ueingeverdrag op den voet van het in sententie hier  
bijgevoegd ontwerp.

Zijner Excellentie  
den Heere Graaf van Bylandt

Buitengewoon Geant en Gevolmachtigd Minister  
van H. M. de Koningin der Nederlanden te Londen



Nov. 1892.

Toelichting daarvan kan worden gevonden  
in de in bijl. hierna volgende afgedrukte eener „note  
explicative“ en eener vertaling van art 2 der uitleverings-  
wet, zoodat dit laatste is gewijzigd, hierna van  
de bevestigende artikelen van het Strafwetboek

Van elk der drie bovengenoemde stukken  
is een exemplaar van het Archief van het Generaal-  
bevel.

Mij aanbevolen houdende om het gevoelen  
van de Britsche Regering ten deure te mogen vernemen  
het ik Uwer Excellentie de vernemende verzekering  
mijner hoogachting aan.

R. L. L. L.

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS et  
en SON NOM SA MAJESTÉ LA REINE RÉGENTE  
du ROYAUME DES PAYS-BAS

et

ayant résolu d'un commun accord de conclure une  
nouvelle convention pour l'extradition des malfaiteurs;  
ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires,  
savoir:

Sa Majesté la Reine Régente du Royaume des Pays-  
Bas:

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs,  
trouvés en bonne et due forme, sont convenus des ar-  
ticles suivants:

Art. 1.

Le Gouvernement des Pays-Bas et le Gouvernement  
s'engagent à se livrer réciproque-  
ment, suivant les règles déterminées par les articles



suivants, à l'exception de leurs nationaux, les individus condamnés ou prévenus à raison d'un des faits ci-après énumérés, commis hors du territoire de l'Etat auquel l'extradition est demandée:

1°. a. attentat contre la vie ou la liberté du roi, de la reine régnante, du régent ou d'un autre chef d'un Etat ami, ou entrepris dans le dessin de les rendre incapables de régner;

b. attentat contre la vie ou la liberté de la reine non régnante, de l'héritier présomptif du trône ou d'un membre de la famille souveraine;

2°. meurtre ou assassinat, meurtre ou assassinat commis sur un enfant;

3°. menaces, faites par écrit et sous une condition déterminée, pour autant que les lois des deux pays permettent l'extradition de ce chef;

4°. avortement, procuré par la femme enceinte ou par d'autres;

5°. sévices, ayant occasionné une grave lésion corporelle ou la mort, sévices commis avec préméditation ou sévices graves;

6°. viol; attentat à la pudeur; le fait d'avoir, en dehors du mariage, un commerce charnel avec une fille ou une femme au dessous de l'âge de seize ans, ou avec une femme au dessus de cet âge, lorsque le coupable sait qu'elle est évanouie ou sans connaissance; actes d'immoralité, lorsque le coupable sait que la personne avec laquelle il les commet, est évanouie ou sans connaissance, ou lorsque cette personne n'a pas atteint l'âge de seize ans; excitation d'une personne au dessous de cet âge à commettre ou à subir des actes d'immoralité ou à avoir, en dehors du mariage, un commerce charnel avec un tiers;

7°. excitation de mineurs à la débauche et tout acte ayant pour objet de favoriser la débauche de mineurs, punissable d'après les lois des deux pays;

8°. bigamie;

9°. enlèvement, recel, suppression, substitution ou supposition d'un enfant;

10°. enlèvement de mineurs;

11°. contrefaçon ou altération de monnaies ou de papier-monnaie, entreprise dans le dessin d'émettre ou de faire émettre ces monnaies ou ce papier-monnaie comme non-contrefaits et non-altérés, ou mise en circulation de monnaies ou de papier-monnaie contrefaits ou altérés, lorsqu'elle a lieu à dessein;

12°. contrefaçon ou falsification de timbres et de

marques de l'Etat ou de marques d'ouvrier exigées par la loi, pour autant que les lois des deux pays permettent l'extradition de ce chef;

13°. faux en écriture et usage fait à dessein de l'écriture fausse ou falsifiée, pour autant que les lois des deux pays permettent l'extradition de ce chef; la détention ou l'introduction de l'étranger de billets d'une banque de circulation fondée en vertu de dispositions légales, dans le dessin de les mettre en circulation, comme n'étant ni faux ni falsifiés, lorsque l'auteur savait au moment où il les a reçus, qu'ils étaient faux ou falsifiés;

14°. faux serment;

15°. corruption de fonctionnaires publics, pour autant que les lois des deux pays permettent l'extradition de ce chef; concussion; détournement commis par des fonctionnaires ou par ceux qui sont considérés comme tels;

16°. incendie allumé à dessein, lorsqu'il peut en résulter un danger commun pour des biens ou un danger de mort pour autrui; incendie allumé dans le dessin de se procurer ou de procurer à un tiers un profit illégal au détriment de l'assureur ou du porteur légal d'un contrat à la grosse;

17°. destruction illégale commise à dessein d'un édifice appartenant en tout ou en partie à un autre ou d'un édifice ou d'une construction, lorsqu'il peut en résulter un danger commun pour des biens ou un danger de mort pour autrui;

18°. actes de violence commis en public, à forces réunies, contre des personnes ou des biens;

19°. le fait illégal commis à dessein de faire couler à fond, de faire échouer, de détruire, de rendre impropre à l'usage ou de détériorer un navire, lorsqu'il peut en résulter un danger pour autrui;

20°. émeute et insubordination des passagers à bord d'un navire contre le capitaine et des gens de l'équipage contre leurs supérieurs;

21°. le fait commis à dessein d'avoir mis en péril un convoi sur un chemin de fer;

22°. vol;

23°. escroquerie;

24°. abus de blanc-seing;

25°. détournement;

26°. banqueroute frauduleuse.



Sont comprises dans les qualifications précédentes la tentative et la complicité, lorsqu'elles sont punissables d'après la législation du pays auquel l'extradition est demandée.

#### Art. 2.

L'extradition n'aura pas lieu :

1°. lorsque le fait a été commis dans un pays tiers et que le Gouvernement de ce pays requiert l'extradition ;

2°. lorsque la demande en sera motivée par le même fait, pour lequel l'individu réclamé a été jugé dans le pays auquel l'extradition est demandée et du chef duquel il y a été condamné, absous ou acquitté ;

3°. si, d'après les lois du pays auquel l'extradition est demandée, la prescription de l'action ou de la peine est acquise avant l'arrestation de l'individu réclamé, ou, l'arrestation n'ayant pas encore eu lieu, avant qu'il n'ait été cité devant le tribunal pour être entendu.

#### Art. 3.

L'extradition n'aura pas lieu aussi longtemps que l'individu réclamé est poursuivi pour le même fait dans le pays auquel l'extradition est demandée.

#### Art. 4.

Si l'individu réclamé est poursuivi ou subit une peine pour une autre infraction que celle qui a donné lieu à la demande d'extradition, son extradition ne sera accordée qu'après la fin de la poursuite dans le pays auquel l'extradition est demandée, et, en cas de condamnation, qu'après qu'il aura subi sa peine ou qu'il aura été gracié. Néanmoins, si d'après les lois du pays qui demande l'extradition, la prescription de la poursuite pouvait résulter de ce délai, son extradition sera accordée, si des considérations spéciales ne s'y opposent, et sous l'obligation de renvoyer l'extradé aussitôt que la poursuite dans ce pays sera finie.

#### Art. 5.

L'individu extradé ne pourra être ni poursuivi ni puni, dans le pays auquel l'extradition a été accordée, pour un fait punissable quelconque non prévu par la présente convention et antérieur à son extradition, ni extradé à un Etat tiers sans le consentement de celui qui a accordé l'extradition, à moins qu'il n'ait eu la liberté de quitter de nouveau le pays susdit pendant un mois après avoir été jugé, et, en cas de condamnation, après avoir subi sa peine ou après avoir été gracié.

Il ne pourra pas non plus être poursuivi ni puni du chef d'un crime ou d'un délit prévu par la convention, antérieur à l'extradition, sans le consentement du Gouvernement qui a livré l'extradé et qui pourra, s'il le juge convenable, exiger la production de l'un des documents mentionnés dans l'article 7 de la présente convention. Toutefois, ce consentement ne sera pas nécessaire lorsque l'inculpé aura demandé spontanément à être jugé ou à subir sa peine ou lorsqu'il n'aura pas quitté, dans le délai fixé plus haut, le territoire du pays auquel il a été livré.

#### Art. 6.

Les dispositions du présent traité ne sont point appli-

cables aux délits politiques. La personne qui a été extradée à raison de l'un des faits de droit commun mentionnés à l'art. 1, ne peut, par conséquent, en aucun cas, être poursuivie et punie dans l'Etat auquel l'extradition a été accordée, à raison d'un délit politique commis par elle avant l'extradition, ni à raison d'un fait connexe à un semblable délit politique, à moins qu'elle n'ait eu la liberté de quitter de nouveau le pays pendant un mois après avoir été jugée et, en cas de condamnation, après avoir subi sa peine ou après avoir été graciée.

#### Art. 7.

L'extradition sera demandée par la voie diplomatique et ne sera accordée que sur la production de l'original ou d'une expédition authentique, soit d'un jugement de condamnation, soit d'une ordonnance de mise en accusation ou de renvoi devant la justice répressive avec mandat d'arrêt, délivré dans les formes prescrites par la législation de l'Etat qui fait la demande, et indiquant suffisamment le fait dont il s'agit, pour mettre l'Etat requis à même de juger s'il constitue, d'après sa législation, un cas prévu par la présente convention, ainsi que la disposition pénale qui lui est applicable.

#### Art. 8.

Les objets saisis en la possession de l'individu réclamé seront livrés à l'Etat requérant, si l'autorité compétente de l'Etat requis en a ordonné la remise.

#### Art. 9.

En attendant la demande d'extradition par la voie diplomatique, l'arrestation provisoire de l'individu, dont l'extradition peut être requise aux termes de la présente convention, pourra être demandée :

du côté des Pays-Bas par tout officier de justice ou tout juge d'instruction (juge commissaire) ;

du côté de

par

L'arrestation provisoire est soumise aux formes et aux règles prescrites par la législation du pays auquel la demande est faite.

#### Art. 10.

L'étranger arrêté provisoirement, aux termes de l'article précédent, sera, à moins que son arrestation ne doive être maintenue pour un autre motif, mis en liberté, si dans le délai de *vingt jours* après la date du mandat d'arrestation provisoire, la demande d'extradition par la voie diplomatique, avec remise des documents prescrits par la présente convention, n'a pas été faite.

#### Art. 11.

Lorsque, dans la poursuite d'une affaire pénale non



politique un des Gouvernements jugera nécessaire l'audition de témoins se trouvant dans l'autre Etat, une commission rogatoire sera envoyée à cet effet par la voie diplomatique, et il y sera donné suite, en observant les lois du pays, ou les témoins seront invités à comparaître. En cas d'urgence toutefois une commission rogatoire pourra être directement adressée par l'autorité judiciaire dans l'un des Etats à l'autorité judiciaire dans l'autre Etat.

Toute commission rogatoire, ayant pour but de demander une audition de témoins, devra être accompagnée d'une traduction française.

Art. 12.

Si dans une cause pénale non politique la comparution personnelle d'un témoin dans l'autre pays est nécessaire ou désirée, son Gouvernement l'engagera à se rendre à l'invitation qui lui sera faite, et en cas de consentement, il lui sera accordé des frais de voyage et de séjour, d'après les tarifs et règlements en vigueur dans le pays où l'audition devra avoir lieu, sauf le cas où le Gouvernement requérant estimera devoir allouer au témoin une plus forte indemnité.

Aucun témoin, quelle que soit sa nationalité, qui, cité dans l'un des deux pays, comparaitra volontairement devant les juges de l'autre pays, ne pourra y être poursuivi ou détenu pour des faits ou condamnations criminelles antérieures, ni sous prétexte de complicité dans les faits objets du procès où il figurera comme témoin.

Art. 13.

Lorsque dans une cause pénale non politique la confrontation de criminels, détenus dans l'autre Etat, ou bien la communication de pièces de conviction ou de documents, qui se trouverait entre les mains des autorités de l'autre pays, sera jugée utile ou nécessaire, la demande en sera faite par la voie diplomatique, et l'on y donnera suite à moins de considérations spéciales qui s'y opposent, et sous l'obligation de renvoyer les criminels et les pièces.

Art. 14.

Le transit, à travers le territoire de l'un des Etats contractants, d'un individu livré par une tierce puissance à l'autre partie et n'appartenant pas au pays du transit, sera accordé sur la simple production, en original ou en expédition authentique, de l'un des actes de procédure mentionnés à l'article 7, pourvu que le fait servant de base à l'extradition soit compris dans la présente convention et ne rentre pas dans les prévisions des articles 2 et 6, et que le transport ait lieu, quant à l'escorte, avec le concours de fonctionnaires du pays qui a autorisé le transit sur son territoire.

Les frais du transit seront à la charge de l'Etat requérant.

Art. 15.

Les Gouvernements respectifs renoncent de part et d'autre à toute réclamation pour la restitution des frais d'entretien, de transport et autres, qui pourrait résulter, dans les limites de leurs territoires respectifs, de l'extradition des prévenus, accusés ou condamnés, ainsi que de ceux résultant de l'exécution des commissions rogatoires, du transport et du renvoi des criminels à confronter, et de l'envoi et de la restitution des pièces de conviction ou des documents.

~~Au cas où le transport par mer serait jugé préférable,~~ l'individu à extraditer sera conduit au port que désignera l'agent diplomatique ou consulaire du Gouvernement requérant, aux frais duquel il sera embarqué.

La présente convention sera applicable aux colonies et possessions étrangères des deux Hautes Parties contractantes.

De part et d'autre on se conformera aussi exactement que possible à ses stipulations en observant ce qui suit.

La demande d'extradition, l'envoi d'une commission rogatoire et la demande d'une confrontation de criminels ou de la communication de pièces de conviction ou autres documents pourront aussi être faits directement et une décision concernant une telle demande pourra être prise : dans l'Asie, dans l'Australie et dans l'Afrique Orientale :

d'une part par le Gouverneur Général des Indes Néerlandaises et d'autre part par *le Vice-Roi et Gouverneur Général de l'Empire Indien, etc.*

et réciproquement.

et en Amérique :

d'une part par les Gouverneurs de Surinam et de Curaçao et d'autre part par *les Gouverneurs de la Guyane Britannique, etc.*

et réciproquement.

L'arrestation provisoire pourra être demandée :

du côté des Indes Néerlandaises par tout officier de justice près d'une cour de justice ou tout juge d'instruction (juge commissaire) ;

du côté de Surinam par le procureur général ou le juge d'instruction (juge commissaire) ;

du côté de Curaçao par le procureur général, tout officier de justice ou tout juge d'instruction (juge commissaire) ;

*Handwritten notes and signatures at the bottom of the page, including names like 'Gronov', 'M. J. J. J.', and 'M. J. J. J.'.*



du côté de

par

Le délai pour la mise en liberté sera de deux mois si l'autorité requérante et l'autorité requise siègent soit en Asie, soit en Amérique; il sera de trois mois dans les autres cas.

Art. 17.

En ce qui concerne les colonies et possessions étrangères les numéros 1, 6, 13 et 18 de l'article premier se liront par exception et provisoirement comme suit :

1°. attentat contre la vie du Souverain ou des membres de sa famille;

6°. viol ou tout autre attentat à la pudeur commis avec violence;

13°. faux en écriture publique ou authentique, de commerce ou de banque, ou en écriture privée, à l'exception des faux commis dans les passeports, feuilles de routes et certificats; et

18°. pillage, dégât de denrées ou marchandises, effets, propriétés mobilières, commis en réunion ou bande et à force ouverte.

Dès que la législation pénale des trois colonies Néerlandaises sera mise en harmonie sur les quatre points précités avec le nouveau Code Pénal Néerlandais, ce que le Gouvernement des Pays-Bas s'engage à communiquer immédiatement à l'autre Partie contractante, les exceptions formulées dans le présent article cesseront d'être en vigueur.

9

Art. 18.

La présente convention, ~~laquelle n'est pas applicable aux colonies~~, ne sera exécutoire qu'à dater du vingtième jour après sa promulgation dans les formes prescrites par les lois des deux pays.

A partir de sa mise à exécution les conventions du

19 Juin 1874

cesseront d'être en vigueur et seront remplacées par la présente convention, laquelle continuera à sortir ses effets jusqu'à six mois après déclaration contraire de la part de l'un des deux Gouvernements.

Elle sera ratifiée et les ratifications en seront échangées dans le délai de

ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double expédition

à

, le



Article 2 de la loi du 6 Avril 1875 (*Bulletin des lois* n°. 66),  
réglant les conditions générales, auxquelles des traités  
d'extradition pourront être conclus avec les puissances  
étrangères, tel que cet article a été modifié pour le  
mettre en harmonie avec le nouveau Code Pénal.

Les étrangers ne peuvent être extradés que pour les faits ci-après énumérés, commis  
hors du Royaume :

- 1°. a. Attentat contre la vie ou la liberté du roi, de la reine régnante, du régent ou  
d'un autre chef d'un Etat ami, ou entrepris dans le dessein de les rendre inca-  
pables de régner;  
b. Attentat contre la vie ou la liberté de la reine non régnante, de l'héritier  
présomptif du trône ou d'un membre de la famille souveraine.
- 2°. Meurtre ou assassinat, meurtre ou assassinat commis sur un enfant;
- 3°. Menaces punissables selon l'al. 2 de l'art. 285 du Code Pénal.
- 4°. Avortement procuré par la femme enceinte ou par d'autres;
- 5°. Sévices, ayant occasionné une grave lésion corporelle ou la mort, sévices commis  
avec préméditation ou sévices graves;
- 6°. Viol ou un des délits contre les mœurs, punissables selon les articles 243 à 247  
inclus du Code Pénal;
- 7°. Excitation de mineurs à la débauche et tout acte ayant pour objet de favoriser  
la débauche de mineurs, punissable selon l'art. 250 du Code Pénal.
- 8°. Bigamie;
- 9°. Enlèvement, récel, suppression, substitution ou supposition d'un enfant;
- 10°. Enlèvement de mineurs;
- 11°. Contrefaçon ou altération de monnaies ou de papier-monnaie, entreprise dans le  
dessein exprimé à l'art 208 du Code Pénal, ou mise en circulation de monnaies  
ou de papier-monnaie, lorsqu'elle a lieu à dessein;
- 12°. Contrefaçon ou falsification de timbres et de marques, punissable selon les articles  
216 et 217 du Code Pénal.
- 13°. Faux en écriture, punissable selon les articles 225 à 227 inclus du Code Pénal,  
ainsi que la détention ou l'introduction de l'étranger de billets d'une banque de cir-  
culation fondée en vertu d'ordonnances légales, dans le dessein de les mettre en  
circulation comme n'étant ni faux ni falsifiés, lorsque l'auteur savait au moment,  
où il les a reçus, qu'ils étaient faux ou falsifiés;
- 14°. Faux serment;



- 15°. Corruption de fonctionnaires publics, punissable selon les articles 178, 363 et 364 du Code Pénal, concussion, détournement commis par des fonctionnaires ou par ceux qui sont considérés comme tels;
- 16°. Incendie, dans les cas prévus aux articles 157 et 323 du Code Pénal;
- 17°. Destruction illégale commise à dessein d'un édifice, punissable selon l'art. 352 du Code Pénal, ou d'un édifice ou d'une construction, dans les cas prévus à l'article 170 du dit Code;
- 18°. Actes de violence commis en public, à forces réunies, contre des personnes ou des biens, dans les cas prévus à l'article 141 du Code Pénal;
- 19°. Le fait illégal, commis à dessein, de faire couler à fond, de faire échouer, de détruire, de rendre impropre à l'usage ou de détériorer un navire, dans les cas prévus à l'article 168 du Code Pénal;
- 20°. Emeute et insubordination des passagers à bord d'un navire contre le capitaine et des gens de l'équipage contre leurs supérieurs;
- 21°. Le fait commis à dessein d'avoir mis en péril un convoi sur un chemin de fer;
- 22°. Vol;
- 23°. Escroquerie;
- 24°. Abus d'un blanc-seing;
- 25°. Détournement;
- 26°. Banqueroute frauduleuse;

Articles du nouveau Code Pénal, qui se rapportent à la  
loi du 6 Avril 1875 (*Bulletin des Lois* n°. 66).

45. La tentative de délit est punissable si l'intention de l'auteur s'est manifestée par un commencement d'exécution, et si l'exécution n'est restée inachevée que par suite de circonstances indépendantes de sa volonté.  
Le maximum des peines principales fixées pour un délit sera diminué d'un tiers pour la tentative.

47. Seront punis comme auteurs de faits punissables:

- 1°. Ceux qui commettent le fait, qui le font commettre ou qui concourent à le commettre;
- 2°. Ceux qui par dons, promesses, abus d'autorité, violence, menace ou tromperie, provoquent le fait à dessein.  
A l'égard de ces derniers, il n'est tenu compte que des actes qu'ils ont provoqués à dessein, ainsi que des suites de ces actes.

48. Seront punis comme complices d'un délit:
  - 1°. Ceux qui prêtent à dessein leur assistance pour commettre le délit;
  - 2°. Ceux qui, à dessein, procurent l'occasion, les moyens ou les indications pour commettre le délit.
49. Pour les complices, le maximum des peines principales sera diminué d'un tiers.

Dans la fixation de la peine, il ne sera tenu compte que des actes que le complice a facilités ou favorisés à dessein, ainsi que des suites de ces actes.

- 8°. Est assimilé à la violence le fait de mettre une personne en état d'évanouissement ou de perte de connaissance.
84. Sont considérées comme fonctionnaires toutes personnes élues dans les élections ordonnées en vertu d'une disposition de la loi.  
Dans les termes „fonctionnaires et juges” sont compris les arbitres; dans le terme „juges” ceux qui exercent la juridiction administrative.  
Tous ceux qui appartiennent à la force armée sont aussi considérés comme fonctionnaires.
92. L'attentat contre la vie ou la liberté du roi, de la reine régnante ou du régent, ou entrepris dans le dessin de les rendre incapables de régner, sera puni d'un emprisonnement à perpétuité, ou à temps de vingt ans au plus.
108. L'attentat contre la vie ou la liberté de la reine non régnante, de l'héritier présomptif du trône ou d'un membre de la famille souveraine, sera puni d'un emprisonnement de quinze ans au plus. Si l'attentat contre la vie a occasionné la mort ou a été entrepris avec préméditation, la peine sera l'emprisonnement à perpétuité, ou à temps de vingt ans au plus.
115. L'attentat contre la vie ou la liberté d'un prince régnant, ou d'un autre chef d'un Etat ami, sera puni d'un emprisonnement de quinze ans au plus.  
Si l'attentat contre la vie a occasionné la mort ou a été entrepris avec préméditation, la peine sera l'emprisonnement à perpétuité, ou à temps de vingt ans au plus.
141. Ceux qui, en public, à forces réunies, commettent des actes de violence contre des personnes ou des biens, seront punis d'un emprisonnement de quatre ans et six mois au plus.

Le coupable sera puni:

- 1°. d'un emprisonnement de six ans au plus, s'il détruit des biens à dessein, ou si la violence par lui commise a occasionné quelque lésion corporelle;
- 2°. d'un emprisonnement de neuf ans au plus, si cette violence a occasionné quelque grave lésion corporelle;
- 3°. d'un emprisonnement de douze ans au plus, si cette violence a occasionné la mort.  
L'article 81 n'est pas applicable aux cas prévus par cet article.
157. Celui qui, à dessein, allume un incendie, cause une explosion ou une inondation, sera puni:
  - 1°. d'un emprisonnement de douze ans au plus, s'il peut en résulter un danger commun pour des biens;
  - 2°. d'un emprisonnement de quinze ans au plus, s'il peut en résulter un danger de mort pour autrui;
  - 3°. d'un emprisonnement à perpétuité, ou à temps de vingt ans au plus, s'il peut en résulter un danger de mort pour autrui et si le fait a occasionné la mort de quelqu'un.



164. Celui qui, à dessein, fait naître un danger pour la communication à vapeur sur une voie ferrée, sera puni d'un emprisonnement de quinze ans au plus.  
Si le fait a occasionné la mort de quelqu'un, le coupable sera puni d'un emprisonnement à perpétuité, ou à temps de vingt ans au plus.
168. Celui qui, à dessein et illégalement, fait couler à fond ou échouer un navire, le détruit, le rend impropre à l'usage ou le détériore, sera puni :
- 1°. d'un emprisonnement de quinze ans au plus, s'il peut en résulter un danger pour autrui ;
  - 2°. d'un emprisonnement à perpétuité, ou à temps de vingt ans au plus, s'il peut en résulter un danger pour autrui et si le fait a occasionné la mort de quelqu'un.
170. Celui qui détruit ou détériore à dessein quelque édifice ou construction sera puni :
- 1°. d'un emprisonnement de douze ans au plus, s'il peut en résulter un danger commun pour des biens ;
  - 2°. d'un emprisonnement de quinze ans au plus, s'il peut en résulter un danger de mort pour autrui ;
  - 3°. d'un emprisonnement à perpétuité, ou à temps de vingt ans au plus, s'il peut en résulter un danger de mort pour autrui et si le fait a occasionné la mort de quelqu'un.
178. Celui qui fait un don ou une promesse à un juge, dans le dessein d'influer sur la décision d'une cause soumise au jugement de celui-ci, sera puni d'un emprisonnement de six ans au plus.  
Si ce don ou cette promesse est fait dans le dessein d'obtenir une condamnation dans une cause pénale, le coupable sera puni d'un emprisonnement de neuf ans au plus.  
La destitution des droits mentionnés à l'article 28 n°. 1—4 (\*), peut être prononcée.
207. Celui qui, dans les cas où une disposition de la loi exige une déclaration affirmée sous serment ou attache à cette déclaration certaines conséquences de droit, fait à dessein une fausse déclaration sous serment, verbalement ou par écrit, en personne ou par un mandataire spécial, sera puni d'un emprisonnement de six ans au plus.  
Si le faux serment a été fait en matière pénale au préjudice de la personne prévenue ou suspecte, le coupable sera puni d'un emprisonnement de neuf ans au plus.  
La promesse ou l'affirmation qui, en vertu de la loi, remplace le serment, est considérée comme serment.  
La destitution des droits énumérés dans l'article 28, n°. 1—4, (\*) peut être prononcée.
208. Celui qui contrefait ou altère des monnaies ou du papier-monnaie, dans le dessein d'émettre ou de faire émettre ces monnaies ou ce papier-monnaie comme non contrefaits et non altérés, sera puni, comme coupable de fausse monnaie, d'un emprisonnement de neuf ans au plus.
209. Celui qui, à dessein, émet, comme n'étant ni contrefaits ni altérés, des monnaies, ou du papier-monnaie, sachant, au moment où il les a reçus, qu'ils étaient contrefaits ou altérés, ou qui les détient ou les introduit dans le royaume en Europe, dans

(\*) Art 28. Les droits dont le coupable peut-être destitué par décision judiciaire dans les cas fixés par la loi sont :

1. Le droit d'être nommé à des fonctions publiques ou à certaines fonctions publiques déterminées.
2. Le droit de servir dans la force armée ;
3. Le droit d'élire ou d'être élu aux élections ordonnées en vertu d'une disposition légale ;
4. Le droit d'être conseil ou administrateur judiciaire, celui d'être tuteur ou subrogé tuteur, curateur ou subrogé curateur d'enfants autres que les siens ;
5. L'autorité paternelle, la tutelle et la curatelle de ses propres enfants ;
6. . . . .

- le dessein de les émettre ou de les faire émettre comme n'étant ni contrefaits ni altérés, sera puni d'un emprisonnement de neuf ans au plus.
212. Si un des délits mentionnés aux articles 208—211 a lieu à l'égard de monnaies étrangères ou de papier-monnaie étranger, le maximum de la peine d'emprisonnement sera diminué de deux ans.
213. Celui qui, à dessein, après avoir eu connaissance de la contrefaçon ou de l'altération, remet en circulation des monnaies contrefaites ou altérées, ou du papier-monnaie contrefait ou altéré, sera puni d'un emprisonnement de trois mois au plus ou d'une amende de trois cents florins au plus.
216. Sera puni d'un emprisonnement de six ans au plus :
- 1°. celui qui contrefait ou falsifie des timbres émis par l'Etat, dans le dessein d'en faire usage ou d'en faire faire usage par d'autres personnes comme n'étant ni contrefaits, ni falsifiés ;
  - 2°. celui qui, dans le même dessein, confectionne de ces timbres en faisant illégalement usage de poinçons authentiques.
217. Sera puni d'un emprisonnement de cinq ans au plus :
- 1°. celui qui appose de fausses marques de l'Etat, ou de fausses marques d'ouvrier exigées par la loi, sur des ouvrages d'or ou d'argent, ou en falsifie d'authentiques, dans le dessein de faire usage de ces ouvrages ou d'en faire faire usage par d'autres, comme si les marques apposées sur ces ouvrages n'étaient ni fausses, ni falsifiées ;
  - 2°. celui qui, dans le même dessein, appose des marques sur les ouvrages dont il s'agit, en faisant illégalement usage de poinçons authentiques ;
  - 3°. celui qui appose, fixe ou applique les marques authentiques de l'Etat ou les marques d'ouvrier authentiques exigées par la loi sur des ouvrages d'or ou d'argent autres que ceux sur lesquels elles ont été originairement placées, dans le dessein de faire usage de ces ouvrages ou d'en faire faire usage par d'autres personnes comme si ces marques y avaient été placées originairement.
225. Celui qui fabrique faussement ou falsifie un écrit dont peut résulter quelque droit, quelque obligation ou l'extinction d'une dette, ou qui est destiné à servir de preuve, dans le dessein d'en faire usage ou d'en faire faire usage par d'autres, sera, s'il peut résulter quelque dommage de cet usage, puni, comme coupable de faux en écriture, d'un emprisonnement de cinq ans au plus.  
Sera puni de la même peine celui qui, à dessein, fait usage de l'écriture faussement fabriquée ou falsifiée, comme si elle était authentique et non falsifiée, s'il peut résulter quelque dommage de cet usage.
226. Le coupable de faux en écriture sera puni d'un emprisonnement de sept ans au plus si le faux a été commis :
- 1°. dans des actes authentiques ;
  - 2°. dans des titres d'obligations ou certificats de la dette d'un Etat, d'une province, d'une commune ou d'un établissement public ;
  - 3°. dans des actions ou obligations, ou certificats d'actions ou d'obligations d'une association, fondation ou société quelconque ;
  - 4°. dans des talons, titres de dividende ou de rente appartenant aux pièces mentionnées aux deux numéros précédents, ou dans les titres émis en remplacement de ces pièces ;
  - 5°. dans du papier de crédit ou de commerce destiné à la circulation.
- Sera puni de la même peine celui qui, à dessein, fait usage d'une des écritures fausses ou falsifiées, mentionnées au premier alinéa, comme si elle était authentique et non falsifiée, s'il peut résulter quelque dommage de cet usage.



227. Celui qui fait insérer dans un acte authentique une fausse déclaration concernant un fait dont l'acte doit prouver la vérité, dans le dessein de faire usage de cet acte ou d'en faire faire usage par d'autres personnes, comme si la déclaration était conforme à la vérité, sera, s'il peut résulter quelque dommage de cet usage, puni d'un emprisonnement de six ans au plus.
- Sera puni de la même peine celui qui, à dessein, fait usage de l'acte, comme si le contenu était conforme à la vérité, s'il peut résulter quelque dommage de cet usage.
232. Celui qui détient, ou introduit dans le royaume en Europe des billets d'une banque de circulation néerlandaise, fondée en vertu de dispositions légales, sachant, au moment où il les a reçus, qu'ils étaient faux ou falsifiés, dans le dessein de les mettre ou faire mettre en circulation comme n'étant ni faux, ni falsifiés, sera puni d'un emprisonnement de sept ans au plus.
236. Celui qui, par un acte quelconque, rend à dessein incertaine la filiation d'une autre personne, sera puni, comme coupable de suppression d'état, d'un emprisonnement de cinq ans au plus.
- La destitution des droits spécifiés à l'article 28, n° 1-4 (\*), peut être prononcée.
237. Sera puni d'un emprisonnement de quatre ans au plus :
- 1° celui qui contracte à dessein un mariage double ;
  - 2° celui qui contracte un mariage, sachant que par ce mariage l'autre partie contracte un mariage double.
- Celui qui, en contractant un mariage double, a tenu caché à l'autre partie qu'il était déjà marié, sera puni d'un emprisonnement de six ans au plus.
- La destitution des droits énumérés dans l'article 28, n° 1-5 (\*), peut être prononcée.
242. Celui qui, par violence ou par menaces de violence, force une femme à avoir en dehors du mariage, un commerce charnel avec lui, sera puni, comme coupable de viol, d'un emprisonnement de douze ans au plus.
243. Celui qui, en dehors du mariage, a un commerce charnel avec une femme, sachant qu'elle est évanouie ou sans connaissance, sera puni d'un emprisonnement de huit ans au plus.
244. Celui qui a un commerce charnel avec une fille au-dessous de l'âge de douze ans, sera puni d'un emprisonnement de douze ans au plus.
245. Celui qui, en dehors du mariage, a un commerce charnel avec une femme ayant atteint l'âge de douze ans, mais pas encore celui de seize ans, sera puni d'un emprisonnement de huit ans au plus.
- Excepté dans les cas prévus à l'article 248, il n'y a de poursuite que sur plainte.
246. Celui qui, par violence ou par menaces de violence, force une personne à commettre ou à subir des actes d'immoralité, sera puni, comme coupable d'attentat à la pudeur, d'un emprisonnement de huit ans au plus.
247. Celui qui commet des actes d'immoralité avec une personne, sachant qu'elle est évanouie ou sans connaissance, ou avec une personne au-dessous de l'âge de seize ans, ou excite celle-ci à commettre ou à subir des actes de ce genre, ou à avoir, en dehors du mariage, un commerce charnel avec un tiers, sera puni d'un emprisonnement de six ans au plus.
248. Si un des délits spécifiés aux articles 243 et 245-247 a occasionné de graves lésions corporelles, un emprisonnement de douze ans au plus sera infligé.

(\*) Voyez la note à la page 4.

Si un des délits spécifiés aux articles 242-247 a occasionné la mort, un emprisonnement de quinze ans au plus sera infligé.

250. Sera puni, comme entremetteur :

- 1° d'un emprisonnement de quatre ans au plus, le père, la mère, le tuteur ou subrogé tuteur, qui excite ou favorise à dessein la débauche de son enfant mineur, ou du mineur placé sous sa tutelle ou subrogée tutelle, avec un tiers ;
- 2° d'un emprisonnement de trois ans au plus, toute autre personne qui, en vue d'un lucre excite ou favorise à dessein la débauche d'un mineur avec un tiers, ou qui fait métier d'exciter ou de favoriser à dessein, la débauche d'un mineur avec un tiers.

279. Celui qui, à dessein, soustrait un mineur à l'autorité à laquelle il est soumis légalement, ou à la surveillance de celui qui l'exerce de droit, sera puni d'un emprisonnement de six ans au plus.

Un emprisonnement de neuf ans au plus sera infligé s'il a été usé de ruse, de violence ou de menaces, ou si le mineur est au-dessous de l'âge de douze ans.

280. Celui qui, à dessein, cache ou soustrait aux recherches des agents de la justice ou de la police un mineur qui a été soustrait, ou s'est soustrait lui-même à l'autorité à laquelle il est soumis légalement, ou à la surveillance de celui qui l'exerce de droit, sera puni d'un emprisonnement de trois ans au plus, ou, si le mineur est au-dessous de l'âge de douze ans, d'un emprisonnement de six ans au plus.

281. Sera puni, comme coupable d'enlèvement :

1° d'un emprisonnement de six ans au plus, celui qui enlève une femme mineure contre la volonté de ses parents ou tuteurs, mais du consentement de celle-ci, dans le dessein de s'en assurer la possession soit par le mariage, soit hors mariage. Il n'y a de poursuite que sur plainte.

2° d'un emprisonnement de neuf ans au plus, celui qui enlève une femme par ruse, violence ou menaces, dans le dessein de s'en assurer la possession soit par le mariage, soit hors mariage.

La plainte peut être portée :

a. si la femme est mineure au moment de l'enlèvement, soit par elle-même, soit par une des personnes dont elle devait avoir le consentement pour pouvoir contracter mariage ;

b. si elle est majeure au moment de l'enlèvement, soit par elle-même, soit par son mari.

Si le ravisseur a épousé la personne enlevée aucune condamnation ne pourra être prononcée avant que la nullité du mariage n'ait été prononcée.

285. La menace de violence publique à forces réunies contre les personnes ou les biens, d'un délit mettant en danger la sûreté générale des personnes ou des biens, de viol, d'attentat à la pudeur, d'un délit contre la vie, de sévices graves ou d'incendie, sera punie d'un emprisonnement de deux ans au plus.

Si cette menace est faite par écrit et sous une condition déterminée, elle sera punie d'un emprisonnement de quatre ans au plus.

287. Celui qui, à dessein, ôte la vie à un autre, sera puni, comme coupable de meurtre, d'un emprisonnement de quinze ans au plus.

289. Celui qui, à dessein et avec préméditation, ôte la vie à un autre, sera puni, comme coupable d'assassinat, d'un emprisonnement à perpétuité, ou à temps de vingt ans au plus.



290. La mère qui, sous l'impression de la crainte que son accouchement soit découvert, ôte à dessein la vie à son enfant, au moment de la naissance ou peu de temps après, sera punie, comme coupable de meurtre d'enfant, d'un emprisonnement de six ans au plus.
291. La mère qui, pour exécuter une résolution prise sous l'impression de la crainte que son accouchement prochain soit découvert, ôte à dessein la vie à son enfant, au moment de la naissance ou peu de temps après, sera punie, comme coupable d'assassinat commis sur un enfant, d'un emprisonnement de neuf ans au plus.
295. La femme qui, à dessein, procure ou fait procurer par un autre l'avortement ou la mort de son fruit, sera punie d'un emprisonnement de trois ans au plus.
296. Celui qui, à dessein, procure l'avortement ou la mort du fruit d'une femme, sans le consentement de celle-ci, sera puni d'un emprisonnement de douze ans au plus.  
Si le fait a occasionné la mort de la femme, le coupable sera puni d'un emprisonnement de quinze ans au plus.
297. Celui qui, à dessein, procure l'avortement ou la mort du fruit d'une femme avec le consentement de celle-ci, sera puni d'un emprisonnement de quatre ans et six mois au plus.
298. Si un médecin, une sage-femme ou un pharmacien se rend complice du délit spécifié à l'article 295, ou se rend coupable ou complice d'un des délits spécifiés aux articles 296 et 297, les peines portées par ces articles pourront être élevées d'un tiers, et le coupable pourra être destitué du droit d'exercer la profession dans laquelle il a commis le délit.
300. Les sévices seront punis d'un emprisonnement de deux ans au plus ou d'une amende de trois cents florins au plus.  
Si le fait a occasionné une grave lésion corporelle, le coupable sera puni d'un emprisonnement de quatre ans au plus.  
Se la fait a occasionné la mort, le coupable sera puni d'un emprisonnement de six ans au plus.  
Le fait de nuire à dessein à la santé est considéré comme sévices.  
La tentative de ce délit n'est pas punissable.
301. Les sévices commis avec préméditation seront punis d'un emprisonnement de trois ans au plus.  
Si le fait a occasionné une grave lésion corporelle, le coupable sera puni d'un emprisonnement de six ans au plus.  
Si le fait a occasionné la mort, le coupable sera puni d'un emprisonnement de neuf ans au plus.
302. Celui qui, à dessein, fait à un autre une grave lésion corporelle, sera puni, comme coupable de sévices graves, d'un emprisonnement de huit ans au plus.  
Si le fait a occasionné la mort, le coupable sera puni d'un emprisonnement de dix ans au plus.
303. Les sévices graves commis avec préméditation seront punis d'un emprisonnement de douze ans au plus.  
Si le fait a occasionné la mort, le coupable sera puni d'un emprisonnement de quinze ans au plus.
310. Celui qui soustrait une chose qui appartient en entier ou en partie à un autre, dans le dessein de se l'approprier illégalement, sera puni, comme coupable de vol, d'un emprisonnement de quatre ans au plus ou d'une amende de soixante florins au plus.

311. Sera puni d'un emprisonnement de six ans au plus :
- 1°. Le vol de bestiaux dans les champs ;
  - 2°. Le vol commis à l'occasion d'un incendie, d'une explosion, d'une inondation, d'un naufrage, d'un échouement, d'un accident de chemin de fer, d'une révolte, d'une émeute ou de troubles de guerre ;
  - 3°. Le vol commis, pendant le temps destiné au repos de la nuit, dans une habitation ou dans un enclos contenant une habitation, par quelqu'un qui s'y trouve à l'insu ou contre la volonté de l'ayant droit ;
  - 4°. Le vol commis par deux ou plus de deux personnes réunies ;
  - 5°. Le coupable qui, pour commettre le vol, s'est procuré l'accès du lieu du délit, ou s'est rendu maître de la chose à soustraire, au moyen d'effraction, de bris ou d'escalade, de fausses clefs, d'un faux ordre ou d'un faux costume.
- Si le vol mentionné au n°. 3 est accompagné d'une des circonstances indiquées aux n°. 4 et 5, un emprisonnement de neuf ans au plus sera infligé.
312. Sera puni d'un emprisonnement de neuf ans au plus le vol précédé, accompagné ou suivi de violence ou de menaces de violence contre des personnes, commises dans le dessein de préparer ou de faciliter le vol, ou, pour le cas de surprise en flagrant délit, soit de rendre la fuite possible, soit d'assurer la possession de la chose volée à soi-même ou à d'autres complices du délit.  
Un emprisonnement de douze ans sera infligé :
- 1°. Si le fait a été commis, soit pendant le temps destiné au repos de la nuit dans une habitation ou dans un enclos contenant une habitation, soit sur la voie publique, soit dans un convoi de chemin de fer pendant qu'il est en mouvement ;
  - 2°. Si le fait a été commis par deux ou plus de deux personnes réunies ;
  - 3°. Si le coupable s'est procuré l'accès du lieu du délit au moyen d'effraction ou d'escalade, de fausses clefs, d'un faux ordre ou d'un faux costume ;
  - 4°. Si le fait a occasionné une grave lésion corporelle.
- Un emprisonnement de quinze ans au plus sera infligé si le fait a occasionné la mort.
316. Si l'auteur ou le complice d'un des délits spécifiés dans ce titre est le conjoint non séparé de corps ou de biens de celui, au préjudice duquel le délit a été commis, il n'y a pas de poursuite contre l'auteur ou le complice.  
S'il est son conjoint séparé de corps ou de biens, ou son parent ou allié, soit en ligne directe, soit au deuxième degré dans la ligne collatérale, il n'y a de poursuite à son égard que sur la plainte de celui, au préjudice duquel le délit a été commis.
321. Celui qui s'approprie illégalement une chose appartenant en tout ou en partie à un autre, ~~ou~~ dont il est détenteur autrement que par suite d'un délit, sera puni, comme coupable de détournement, d'un emprisonnement de trois ans au plus ou d'une amende de soixante florins au plus. *et*
322. Le détournement commis par celui qui est détenteur de la chose à raison de son service personnel ou de sa profession, ou contre un salaire en argent, sera puni d'un emprisonnement de quatre ans au plus.
323. Le détournement commis par celui auquel la chose a été confiée à titre de dépôt nécessaire, ou par des tuteurs, curateurs, administrateurs, exécuteurs testamentaires ou directeurs d'institutions de bienfaisance ou de fondations, au sujet d'une chose qu'ils détiennent en ladite qualité, sera puni d'un emprisonnement de cinq ans au plus.
324. La disposition de l'article 316 s'applique aux délits spécifiés dans le présent titre.



326. Sera puni, comme coupable d'escroquerie, d'un emprisonnement de trois ans au plus celui qui, dans le dessein de se procurer ou de procurer à un tiers un profit illégal, aura déterminé quelqu'un à livrer une chose, ou à contracter une obligation ou à éteindre une créance, soit en prenant un faux nom ou une fausse qualité, soit par des manoeuvres frauduleuses, soit par une combinaison de mensonges.
328. Sera puni d'un emprisonnement de quatre ans au plus celui qui, dans le dessein de se procurer ou de procurer à un tiers un profit illégal, au détriment de l'assureur ou du porteur légal d'un contrat à la grosse, met le feu ou amène une explosion dans une chose assurée contre l'incendie, fait couler ou échouer, détruit, rend impropre à l'usage ou détériore un navire assuré, ou dont le chargement ou le fret sont assurés, ou sur lequel un prêt à la grosse a été effectué.
341. Le commerçant, qui est déclaré en état de faillite ou admis à la cession de biens judiciaire, sera puni, comme coupable de banqueroute frauduleuse, d'un emprisonnement de six ans au plus, si, en fraude et au préjudice des droits de ses créanciers :
- 1°. il a supposé ou suppose des charges, ou n'a pas représenté ou ne représente pas des valeurs, ou s'il a détourné ou détourne quelque chose de la masse ;
  - 2°. s'il a aliéné quelque chose soit gratuitement, soit évidemment au-dessous de la valeur ;
  - 3°. s'il a donné ou donne un avantage quelconque à un de ses créanciers, à l'occasion de sa faillite, ou à un moment où il savait que la faillite était inévitable ;
  - 4°. s'il n'a pas satisfait ou s'il ne satisfait pas aux obligations qui lui sont imposées de tenir, de conserver et de produire des livres et des papiers.
343. Sera puni d'un emprisonnement de six ans au plus le gérant ou commissaire d'une société anonyme ou d'une association coopérative, si, en fraude et au préjudice des droits des créanciers de la société ou de l'association :
- 1°. il a supposé ou suppose des charges, n'a pas représenté ou ne représente pas des valeurs, ou s'il a détourné ou détourne quelques biens de la masse ;
  - 2°. s'il a aliéné quelque chose, soit gratuitement, soit évidemment au-dessous de la valeur ;
  - 3°. s'il a donné ou donne un avantage quelconque à un des créanciers, à l'occasion de la faillite, ou à un moment où il savait que la faillite était inévitable ;
  - 4°. s'il n'a pas satisfait ou ne satisfait pas aux obligations qui lui sont imposées de tenir, de conserver et de produire des livres et des papiers.
344. Sera puni d'un emprisonnement de quatre ans et six mois au plus celui qui, en fraude et au préjudice des droits des créanciers :
- 1°. en cas de cession de biens judiciaire d'un commerçant, ou de faillite, ou en prévision de l'une ou de l'autre, aura détourné quelque chose de la masse, si, en ce dernier cas, la faillite ou la cession de biens s'en est suivie ;
  - 2°. à l'occasion de la vérification des créances, en cas de cession de biens judiciaire ou de faillite, prétexte une créance qui n'existe pas, ou fait valoir pour un montant plus élevé une créance existante.
352. Sera puni d'un emprisonnement de quatre ans au plus celui qui, à dessein et illégalement, détruit ou rend impropre à l'usage un édifice ou un navire appartenant en tout ou en partie à un autre.
363. Sera puni d'un emprisonnement de quatre ans au plus le fonctionnaire :
- 1°. qui accepte un don ou une promesse, sachant qu'ils lui sont faits pour l'engager à faire ou à ne pas faire dans l'exercice de ses fonctions, un acte contraire à son devoir ;

- 2°. qui accepte un don, sachant qu'il lui est fait comme conséquence ou à raison de ce qu'il a fait ou de ce qu'il n'a pas fait, contrairement à son devoir, dans l'exercice de ses fonctions.
364. Le juge qui accepte un don ou une promesse, sachant qu'ils lui sont faits pour influencer sur la décision d'une affaire soumise à son examen, sera puni d'un emprisonnement de neuf ans au plus.
- Le juge qui, en acceptant le don ou la promesse, sait qu'ils sont faits pour obtenir une condamnation dans une affaire pénale, sera puni d'un emprisonnement de douze ans au plus.
366. Le fonctionnaire qui, dans l'exercice de ses fonctions, réclame, reçoit ou retient à l'occasion d'un paiement, comme dû à lui-même, à un autre fonctionnaire ou à une caisse publique quelconque, ce qu'il sait n'être pas dû, sera puni, comme coupable de concussion, d'un emprisonnement de six ans au plus.
395. Sera puni, comme coupable d'insubordination, d'un emprisonnement de deux ans au plus, celui qui, étant embarqué sur un navire ou bateau pêcheur néerlandais, commet des voies de fait envers le capitaine, ou celui qui, faisant partie de l'équipage, commet des voies de fait, à bord ou dans son service, envers un supérieur, qui s'oppose à celui-ci avec violence ou avec menaces de violence, ou qui le prive, à dessein, de sa liberté d'action.
- La coupable sera puni :
- 1°. d'un emprisonnement de trois ans au plus, si le délit ou les voies de fait qui l'ont accompagné, ont occasionné une lésion corporelle ;
  - 2°. d'un emprisonnement de sept ans et six mois au plus, s'ils ont occasionné une lésion corporelle grave ;
  - 3°. d'un emprisonnement de douze ans au plus, s'ils ont occasionné la mort.
396. L'insubordination commise par deux ou plusieurs personnes réunies sera punie, comme émeute, d'un emprisonnement de six ans au plus.
- Le coupable sera puni :
- 1°. d'un emprisonnement de sept ans et six mois au plus, si le délit par lui commis ou les voies de fait qui l'ont accompagné, ont occasionné une lésion corporelle ;
  - 2°. d'un emprisonnement de douze ans au plus, s'ils ont occasionné une lésion corporelle grave ;
  - 3°. d'un emprisonnement de quinze ans au plus, s'ils ont occasionné la mort.



## NOTE EXPLICATIVE.

La mise en vigueur du nouveau Code Pénal Néerlandais a rendu nécessaire d'introduire des modifications dans plusieurs lois, notamment dans la loi du 6 Avril 1875 (J. O. n°. 66) sur les extraditions. Cette dernière modification a eu lieu par l'art. 18 de la loi du 15 Avril 1886 (J. O. n°. 64) qui a mis l'art. 2 de la loi de 1875 en rapport avec le nouveau Code Pénal en donnant des crimes pouvant donner lieu à extradition une nouvelle énumération conforme à la terminologie adoptée dans le nouveau Code.

L'art. 1 de nos traités d'extradition actuellement en vigueur a été rédigé en conformité de l'art. 2 de la loi de 1875, mais par suite des modifications qu'a subies ce dernier art. cette conformité a cessé d'exister. Il est donc nécessaire de soumettre ces traités à une révision.

Cette révision a pour objet quelques changements de fait, principalement pour mettre l'art. 1 de nos traités d'accord avec la terminologie du nouveau Code Pénal et avec les modifications introduites au même effet, quant à la qualification des délits, à l'art. 2 de la loi de 1875.

Ce qui suit pourra servir à expliquer la différence existant entre l'art. 1 du nouveau projet de traité et l'art. 1 de nos traités encore en vigueur.

1 a. L'attentat contre la *liberté* du Roi et des autres personnes nommées dans ce n°. a été ajouté à l'attentat contre leur *vie*, parceque les artt. 92 et 115 du Code Pénal actuel punissent ce fait à l'égal de l'attentat contre la *vie*. Dans les anciens traités il n'est pas fait mention du *Régent*. Maintenant il figure au nombre des personnes auxquelles se rapporte ce n°. comme étant aussi désigné à l'art. 92 du Code Pénal.

1 b. Les membres de la famille souveraine qui, dans nos anciens traités, sont nommés dans le même n°. que le souverain, sont mentionnés séparément au n°. 1 b du nouveau projet, parceque l'attentat contre leur *vie* fait l'objet d'un art. spécial de notre Code Pénal (art. 108).

2°. Il n'est plus nécessaire, quant aux Pays-Bas, de mentionner nominativement le *parricide* et l'*empoisonnement*, ces faits étant compris dans l'expression *meurtre* ou *assassinat*. La terminologie du Code Pénal de 1810 ayant, en ce qui concerne l'*infanticide*, été abandonnée, et notre nouveau Code Pénal établissant aussi par rapport à un enfant une distinction entre le *meurtre* et l'*assassinat*, ces deux derniers faits punissables doivent remplacer dans nos traités l'ancienne qualification d'*infanticide*.

3°. L'alinéa 2 de l'art. 285 du nouveau Code Pénal a remplacé l'art. 305 de l'ancien. Le premier désigne nominativement les faits qui font l'objet des *menaces*, tandis que l'art. de l'ancien Code Pénal était ou non applicable selon la gravité de la peine comminée contre le fait commis. Les articles cités du nouveau et de l'ancien Code Pénal s'accordent du reste sur ce point que les menaces doivent avoir été faites *par écrit et sous une condition déterminée*. Comme toutefois il n'est pas certain que les législations étrangères punissent les menaces faites par rapport à tous les faits punissables désignés à l'art. 285 de notre nouveau Code, le projet ne mentionne pas ces faits et ne parle que des menaces, pour autant que les lois des deux pays permettent l'extradition de ce chef.



5°. La rédaction de ce n°. a été mise en harmonie avec les articles 300 à 303 du Code Pénal qui mentionnent expressément les *sérvices* ayant occasionné la mort et distinguent entre „sérvices” et „sérvices graves”. L'expression „sérvices ayant occasionné une grave lésion corporelle” correspond au fait qualifié dans l'ancien Code Pénal „blessures ou coups volontaires ayant occasionné une maladie ou incapacité de travail personnel pendant plus de vingt jours”.

6°. *L'attentat à la pudeur* fait dans notre nouveau Code Pénal l'objet des dispositions contenues aux articles 243 à 247. L'art. 246 se rapporte à l'attentat à la pudeur proprement dit; les articles 243, 244, 245 et 247 à des faits rentrant dans la même qualification, qui n'étaient pas tous expressément définis dans notre ancienne législation pénale. Ce n'est, notamment, que lorsqu'il avait été usé de violence, que l'art. 331 de l'ancien Code Pénal était applicable.

Quant à l'art. 246, qui ne fait pas mention de l'état d'évanouissement, il est à remarquer que l'art. 81 du nouveau Code Pénal considère comme violence le fait de mettre une personne en état d'évanouissement ou de lui faire perdre connaissance.

7°. *L'attentat aux mœurs*, visé à l'art. 334 de l'ancien Code Pénal a reçu, dans l'art. 250 du nouveau, une autre qualification, celle de proxénétisme („koppelarij”). Il y a entre le nouveau Code Pénal et l'ancien cette différence que, pour que le fait punissable existe, le dernier exigeait que l'auteur ait excité, favorisé ou facilité la débauche *habituellement*, tandis que d'après le nouveau il suffit qu'il ait, *une seule fois*, en vue d'un lucre, excité ou favorisé la débauche.

11°. *La contrefaçon et l'altération de monnaies et de papier monnaie* ne sont, aux termes de l'art. 208 du nouveau Code Pénal, punissables que lorsqu'elles sont commises dans le dessein d'émettre les monnaies ou le papier monnaie contrefaits ou altérés ou de favoriser leur émission. Le simple acte d'altérer des monnaies ne peut donc plus donner lieu à extradition d'après la loi modifiée de 1886.

12°. Les articles 216 et 217, auxquels la loi sur les extraditions renvoie sous ce n°. vont plus loin que les articles 139 à 143 de l'ancien Code Pénal. C'est pourquoi ici aussi le projet contient la réserve „pour autant que les lois des deux pays permettent l'extradition de ce chef”.

13°. Par un motif analogue, c'est-à-dire parce que les articles 225 à 227 du nouveau Code Pénal vont peut-être plus loin que les législations pénales d'autres États par rapport au *faux en écritures*, la même réserve a été faite à ce n°. L'adjonction relative à l'introduction de l'étranger de faux billets de banque est nouvelle. Elle est basée sur l'art. 232 du nouveau Code Pénal, faisant partie du titre XII, intitulé „faux en écritures”.

14°. *Le faux serment*, tel qu'il est défini à l'art. 207 du nouveau Code Pénal, comprend toute fausse déclaration faite sous serment ou sous toute promesse ou affirmation remplaçant le serment. Il est donc inutile de mentionner expressément la *subornation de témoins*, ceux qui commettent ce délit étant conformément à l'art. 47 du nouveau Code Pénal punissables du chef de *faux serment*.

16°. La nouvelle rédaction prévoit aussi le cas où l'incendie est allumé dans le dessein de se procurer ou de procurer à un tiers un profit au détriment des assureurs, sans qu'il en soit résulté un danger commun pour des biens ou pour la vie d'autrui.

17°. D'après l'art. 170 du nouveau Code Pénal la

*destruction* visée à ce n°. doit, pour pouvoir donner lieu à extradition, avoir fait naître un danger pour la vie d'autrui ou un danger commun pour des biens.

18°. L'art. 141 du nouveau Code Pénal ne comprend pas seulement le *pillage* de biens meubles. mais aussi tous les actes de violence commis en public à forces réunies, contre des personnes ou des biens. Ce n°. contient donc une extension au n°. correspondant de nos anciens traités.

19°. La nouvelle rédaction contient la restriction que des faits, visés par ce numéro, il doit être résulté un danger pour autrui. Cette restriction est conforme au contenu de l'art. 168 du nouveau Code Pénal.

25°. D'après la nouvelle rédaction, il n'est pas nécessaire que l'auteur du *détournement* soit un fonctionnaire ou une personne comptable, ni que les objets détournés aient été remis à titre de dépôt ou pour un travail salarié (voyez les articles 321 à 323 du nouveau Code Pénal). Il suffit qu'il soit détenteur de la chose autrement que par suite d'un délit. S'il est p. e détenteur par suite de vol, c'est du chef de *vol* et non de *détournement* qu'il devra être puni.